



## **Hulot : "La crise devient un état permanent"**

jeudi 23 janvier 2014

**Nicolas Hulot appelle les politiques à se réveiller. Et à tenir tête aux lobbies.**

***'La période du constat est achevée, Il est temps de rentrer dans le 'comment' et la mise en œuvre des solutions. L'Europe est un espace idéal pour faire jaillir le modèle économique d'une société qui peut correspondre à ces enjeux,' Nicolas Hulot, envoyé spécial du Président de la République française pour la protection de la planète', à Bruxelles.***

Pour que la conférence de Paris - qui doit aboutir à un nouvel accord international de lutte contre le réchauffement en 2015 - ait une chance de succès, la France a besoin que l'UE continue à afficher des ambitions claires dans ses politiques climat et énergie, a-t-il encore insisté. Car il est plus que temps : *'Nous allons de crise en crise. Normalement c'est un état provisoire, mais l'on peut observer que cela devient un état permanent'.*

**La crise économique n'a-t-elle pas été révélatrice du fait qu'il y a fondamentalement toujours eu un manque de convictions politiques par rapport à ces enjeux ?**

Pour la plupart de mes interlocuteurs, l'enjeu climatique ou écologique est un enjeu parmi d'autres. Quelque part, c'est un enjeu optionnel à leurs yeux, qu'on peut prendre en compte quand tout le reste a été traité. Pour moi et pour beaucoup de scientifiques, c'est au contraire un enjeu conditionnel. Un enjeu qui ajoute de l'injustice à l'injustice ; de l'inégalité à l'inégalité ; de la souffrance à la souffrance. Cela crée donc un immense malentendu puisque l'on ne parle pas de la même chose. A partir du moment où l'on considère qu'il s'agit de problèmes parmi d'autres, on ne se met pas en situation de développer les outils permettant d'y répondre. Deuxièmement, ces enjeux nous obligent à refonder de fond en comble le modèle économique qui a dominé jusqu'ici. Car celui-ci n'est plus tellement la solution, mais bien le problème. Cela touche à des acquis, à de telles certitudes, que cela paralyse le plus grand nombre. En même temps, la crise écologique est une menace diffuse et pas forcément palpable sous nos latitudes. Elle ne suscite donc pas la même réactivité ou la même émotion que d'autres tragédies sociales comme la montée du chômage. On n'est pas aux Philippines ici, malheureusement ou heureusement. Tout cela explique que l'on est passé en quelque sorte d'une forme d'indifférence à une forme d'impuissance.

N'est-il pas plus inquiétant encore de voir une forme de rejet dans l'opinion publique, comme l'illustre la fronde autour de l'écotaxe en France ?

Si. Je suis profondément inquiet, mais j'ai décidé de ne pas laisser cette inquiétude me démotiver. Tant que nous n'aurons pas, cela vaut pour la France et l'Europe, une vision partagée du modèle énergétique et du modèle fiscal de demain, les gens seront plutôt réticents au changement. Tant que l'on fera de la

politique partisane à tout bout de champ, toutes classes politiques confondues, on n'y arrivera pas non plus. Le jour où on portera un projet commun, une mutation commune, on mettra le citoyen dans un état de disponibilité face au changement.

Il faut lui expliquer les vertus avant de lui expliquer les vices. Il est facile de remonter tout le monde contre l'écotaxe. C'est plus difficile de prendre le temps de montrer que cela peut permettre de relocaliser l'économie. Mais encore faut-il qu'il y ait une vision d'ensemble.

Si demain, on explique aux gens que l'on va soulager les prélèvements obligatoires qui pénalisent le travail et contraignent l'emploi pour les faire porter sur l'utilisation des ressources énergétiques et naturelles, je pense que chacun peut adhérer. Ce qui manque, c'est un consensus politique. Il faut une maturité et une responsabilité politique qui fait tant défaut dans nos sociétés.

### **Vous croyez encore à la croissance verte ?**

Pour le moment, la croissance, c'est le retour au charbon, aux sables bitumineux et au gaz de schiste... Je crois à ce que j'appelle la croissance sélective. C'est-à-dire qu'il y a des secteurs économiques qu'il va falloir développer - notamment dans les domaines de l'efficacité énergétique, des renouvelables, du transport et des bâtiments - et puis il y a des choses qu'il va falloir faire décliner par la réglementation et la fiscalité. La croissance sélective, cela demande de la régulation, mais aussi de l'autorité politique. Cela demande simplement que les politiques ne s'inclinent pas en permanence devant les lobbies. Donc il y a aussi un problème démocratique à résoudre.

**GILLES TOUSSAINT**

LLB, jeudi 28 novembre 2013

[VOIR L'INTERVIEW](#)